

Mobilisons nous les 31/07, 1^{er} et 2/08/2015

Pour nos Emplois, nos Conditions de travail et notre avenir

La CGT, tout comme FO et UNSA, appelle tous les salariés d'ASF à faire **grève les 31 juillet, 1^{er} et 2 août 2015** pour dénoncer la stratégie antisociale de VINCI-Autoroutes qui transforme depuis 2006 ASF en machine à fric pour son seul actionnaire : le groupe VINCI.

Depuis la privatisation d'ASF, plus de **1200 emplois en CDI ont été détruits**, sans compter la destruction de la quasi-totalité des emplois en CDD qui permettaient pourtant de faire face aux surcroits d'activités notamment sur la période estivale où le besoin est le plus important. Malgré cela, ASF perçoit des sommes colossales au titre du **CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi)**, à hauteur de **11 millions d'€** pour les 2 dernières années. Il est pourtant évident qu'une entreprise comme la nôtre n'a nul besoin de défendre une quelconque compétitivité, puisqu'il n'existe aucune concurrence dans le secteur autoroutier, pas plus malheureusement qu'il n'existe de défense de l'emploi par la direction d'ASF, bien au contraire, nous le prouvons par les chiffres cités ci-dessus.

Il est temps de montrer à **VINCI-Autoroutes** notre opposition à ses choix dogmatiques de rentabilité basés sur la réduction de la masse salariale devenu la principale variable d'accroissement de ses bénéfices et de son Chiffre d'Affaires. Pour faire cesser les surcharges de travail, les réorganisations incessantes, la polyvalence et la « diversification d'activités » qui engendrent la perte des repères statutaires et professionnels, mal-être, souffrance au travail, burn-out et conduisant aussi aux démissions ou aux « ruptures conventionnelles »,

Il est temps de dire :

- **Stop** aux licenciements abusifs, à la répression et aux pressions managériales
- **Stop** aux ruptures qui n'ont de conventionnelles que leur procédure légale,
- **Stop** aux non remplacements des salariés, qu'il s'agisse de départs « naturels » ou non.

NON aux projets de VINCI-Autoroutes :

- de vider encore les péages, les équipes viabilité et ateliers,
- de remplacer les patrouilleurs par des caméras,
- de ré internaliser des tâches sans pour autant embaucher,
- d'externaliser le personnel vers d'autres entreprises du groupe, sans embauche,
- de restreindre toujours plus les droits des salariés comme par exemple de vouloir interdire la programmation de 3 semaines consécutives de congés payés ...

